

Année 2024 - 2025  
Mercredi 30 avril 2025

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Syndicat Indépendant des Personnels  
de Direction de l'Éducation Nationale

### **IDFO continue de dire STOP aux questionnaires et enquêtes supplémentaires IDFO exige un plan d'urgence pour l'écoute et l'accompagnement des élèves.**

Ce mercredi 30 avril, la DGESCO a invité les organisations syndicales représentatives de personnels de direction à un groupe de travail au sujet des différentes mesures relatives au climat scolaire envisagées par le ministère.

A l'ordre du jour étaient présentés les différents questionnaires à l'intention des élèves (voyages 1<sup>er</sup> et 2<sup>d</sup> degré, internat) le guide de passation ainsi qu'une liste de **Propositions de mesures pour une École sûre et protectrice**. Concernant la **liste de propositions de mesures**, IDFO ne souscrit en rien au programme tel que décliné.

Nous dénonçons qu'une fois encore la réponse institutionnelle consiste à recycler des vieilles recettes, empiler de nouveaux dispositifs, exiger de nouvelles formalisations et de la production de données statistiques au mépris total de la réalité des établissements et des conditions de travail des personnels de direction.

Ce dont **les établissements ont besoin** ce n'est pas de plus d'évaluations et de questionnaires totalement inadaptés, mais **de personnels éducatifs et de personnels médico-sociaux en nombre suffisants**.

Ce dont **les établissements ont besoin**, ce n'est pas d'une nouvelle priorité qui vienne s'ajouter à la longue liste des priorités existantes mais **que l'institution établisse clairement quelle est son orientation et y consacre les moyens budgétaires nécessaires**.

Établir des listes de dispositifs ne sert à rien sauf à faire de la communication politique.

**La seule vraie réponse, ce sont les postes et  
le temps laissé aux équipes de direction pour piloter leurs établissements.**

Concernant la violence dont la question des armes blanches, **nous réitérons notre demande que soient communiqués les chiffres des incidents** à l'intérieur des établissements et à l'extérieur avec la répartition public privé.

Pour ce qui concerne l'organisation de la fouille des sacs à l'extérieur des établissements, sur la voie publique, même si cela est aux abords de l'établissement, il s'agit d'une prérogative des forces de l'ordre (OPJ). La question ne se pose pas d'y être opposé ou favorable. Nous appelons à ce que cela ne soit pas la seule réponse institutionnelle. Sur la nécessaire relation établissements forces de l'ordre chacune des parties prenantes doit assumer ses responsabilités dans le cadre strict de ses missions et de ses prérogatives. La dimension éducative des établissements doit impérativement être préservée.

Les chefs d'établissement sont garants de la sécurité des biens et des personnes mais sont tout autant vigilants à maintenir la sérénité dans leur établissement.

**IDFO ne participera pas à la rédaction de ces questionnaires puisqu'ils ne constituent pas une réponse pertinente.**

- L'anonymat est un non-sens (au même titre que pour les questionnaires harcèlement).
- Dans ces questionnaires est mentionné que l'élève peut aller voir son psychologue ou le médecin scolaire, l'infirmière scolaire, l'assistante sociale. C'est une méconnaissance totale de la réalité des établissements. Quant au guide de passation qui prévoit la présence d'un personnel médico-social dans la salle.... Ces personnels sont en nombre notoirement insuffisants et le cœur de leur métier n'est pas d'assister au remplissage de questionnaires. D'ailleurs les modalités de passation (réunir les élèves en salle info) sont totalement aberrantes compte tenu du sujet. Mais l'objectif in fine des questionnaires n'est-il pas avant tout de produire de la statistique ?
- Ce questionnaire va-t-il aussi concerner les séjours de cohésion du SNU où des situations de violence ont été constatées ?
- Le ministère indique lancer une expérimentation maintenant dans un certain nombre d'académies et d'établissements pour une généralisation à la rentrée 2025. Ce n'est pas sérieux ! Quand on fait une expérimentation, on évalue avant d'annoncer la généralisation.
- L'urgence est de se pencher sur ce qui se passe dans le secteur privé où existe une violence systémique dans certains établissements comme la commission parlementaire l'a mis en évidence.

### **Le plan d'urgence que nous proposons :**

La priorité doit se traduire par des choix budgétaires et de gouvernance. Sur ce point, nous interpellons également le premier ministre.

Nos propositions :

- Rapprochement avec le ministère de la Santé pour le rétablissement des lits de psychiatrie et développement de la pédopsychiatrie (création de postes). De vrais moyens donnés aux CMP actuellement totalement saturés (il faut compter entre 6 mois et 1 an en moyenne pour obtenir un rdv). Ces besoins sont reconnus par l'ensemble des acteurs (y compris même les policiers, les associations de parents d'élèves, etc. etc. etc.).
- Fin de l'inclusion systématique, maintien des établissements médico-sociaux.
- Création de postes d'infirmières, médecins scolaires, assistants sociaux, psy -EN à la place des référents en santé mentale.
- Nous demandons le remplacement de tous les personnels absents et la compensation de tous les temps partiels (PERDIR, CPE, AS, infirmière...)
- Nous demandons que l'intégralité des moyens en postes affectés au SNU soit réaffectée au profit de la prévention de la violence et de l'amélioration du climat scolaire.
- Nous demandons un arrêt des évaluations d'EPL chronophages et dont la plus-value n'est pas démontrée pour dégager du temps aux équipes de direction, aux IA-IPR (et à tous les personnels) pour travailler sur la prévention de la violence et le climat scolaire.
- Nous demandons la formation, par des professionnels reconnus ou labellisés, de tous les personnels éducatifs sur un temps banalisé sur les aspects réglementaires (article 40, annexe 3) et de responsabilité ainsi que sur le recueil de la parole de l'élève.
- Nous demandons que les rapports de l'IGESR sur le SNU et le harcèlement soient rendus publics.